

COMMUNIQUÉ FINAL
de la Table Ronde des Bailleurs de Fonds du Mali, Bamako, 12-13 juin 2008

1. La Sixième Conférence de Table Ronde des Bailleurs de Fonds du Mali s'est tenue, les 12 et 13 juin 2008, au Centre International de Conférences de Bamako.
2. Organisée par le Gouvernement du Mali, avec l'assistance du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Conférence a été coprésidée par Son Excellence Monsieur Modibo Sidibé, Premier ministre, Chef du Gouvernement, et Monsieur Ad Melkert, Administrateur Associé du PNUD. La cérémonie d'ouverture a été marquée par les interventions de ces deux personnalités. Elle a réuni plus de 250 participants représentant le Gouvernement de la République du Mali, les partenaires bilatéraux ou multilatéraux, des organismes de financement, le secteur privé et la société civile. La liste des participants figure en annexe.
3. Dans son intervention liminaire, l'Administrateur associé du PNUD a salué les avancées du Mali en matière de démocratie, d'État de droit, de respect des droits humains, de paix et de sécurité, de pluralisme de la presse, de libertés individuelles et collectives, ainsi que de gouvernance économique et financière. Il a encouragé le Gouvernement à poursuivre ses efforts et a appelé les partenaires à le soutenir. Il a indiqué que, à mi-parcours de l'échéance des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), la communauté internationale devait se mobiliser pour aider le Mali à atteindre ces objectifs.
4. Dans son discours d'ouverture le Premier ministre a souhaité la bienvenue aux participants et a présenté les grandes orientations de la politique nationale de développement du Mali, en particulier la stratégie de croissance accélérée fondée sur le développement de l'agriculture et du secteur privé. Il a mis un accent particulier sur les questions de gouvernance qui sont d'un intérêt central. Il a également présenté les réformes à la mise en œuvre desquelles le Gouvernement fait preuve d'un volontarisme total.
5. Un film documentaire sur les opportunités, les défis et les solutions en cours ou envisagées par le Gouvernement, a été présenté aux participants. Par la suite, les différents points de l'ordre du jour ont été introduits par des membres du Gouvernement et de hauts cadres nationaux. Ils ont donné lieu à des commentaires et recommandations des partenaires.
6. La Conférence s'est réjouie de la mise en œuvre des recommandations de la Table Ronde de 2004, tout particulièrement la réalisation du CSLP et l'élaboration d'un cadre stratégique de deuxième génération dénommé Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR). Elle a salué les progrès accomplis par le Mali dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, notamment la création de cadres de dialogue politique et technique sur l'harmonisation de l'aide, l'adoption d'un Plan National d'action sur l'efficacité de l'aide ainsi que l'usage de l'approche programme et de la modalité d'aide budgétaire. La Conférence a estimé que la poursuite de l'amélioration de la gestion des finances publiques, notamment la gestion axée sur les résultats, et d'une décentralisation effective au profit des collectivités locales facilitera l'évolution de l'aide vers un appui au budget.
8. La Conférence a pris note avec satisfaction de la présentation par un groupe de partenaires d'une Stratégie Commune d'Assistance Pays (SCAP). Elle a souhaité que le Gouvernement réexamine sa politique dans le domaine de la gestion de l'aide à la lumière de cette présentation afin de mieux s'approprier les mécanismes de coordination et d'harmonisation. Le Gouvernement et les partenaires ont décidé d'assurer une même localisation au Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide, à la cellule CSLP et au pool technique des partenaires au développement.
9. La Conférence s'est félicitée de l'amélioration de la gouvernance sous plusieurs aspects et a

recommandé que les efforts en cours soient poursuivis et renforcés, notamment dans les domaines du développement institutionnel, de la justice, du genre, de la gestion économique et financière. Elle a accueilli avec satisfaction l'engagement du Gouvernement à poursuivre et à rendre publique la mise en œuvre des recommandations consignées dans les rapports du Vérificateur Général ainsi que dans ceux des autres structures de contrôle des services de l'État. Elle s'est félicitée de la tenue prochaine des « États généraux sur la lutte contre la corruption » et a souhaité qu'ils débouchent sur des recommandations concrètes. Elle a suggéré que les analyses existantes et le dispositif judiciaire déjà en place soient exploités au mieux dans le cadre de la lutte contre la corruption. La Conférence a recommandé l'adoption dans les meilleurs délais possibles du Code des personnes et de la famille ainsi que de la Politique nationale genre 2009-2018. Elle a noté avec satisfaction la ratification par le Mali du protocole de Maputo et a encouragé le Gouvernement à prendre les mesures appropriées pour la mise en œuvre de son Plan d'action 2008-2012 de lutte contre la pratique de l'excision au Mali. Elle a insisté sur la nécessité d'accélérer le transfert des compétences et des ressources aux collectivités locales dans le cadre du processus de décentralisation. Les participants se sont félicités de la participation de la société civile à cette Conférence et ont recommandé une plus grande implication de la société civile dans les processus décisionnels et la mise en œuvre des programmes de développement. Elle a également souligné la nécessité d'utiliser davantage les cadres régionaux existants (CEDEAO, UEMOA, APE).

10. La Conférence s'est félicitée des ambitions du Gouvernement d'accélérer la croissance économique en faisant du développement de l'agriculture le moteur de celle-ci et du secteur privé son vecteur. Elle a souligné la pertinence de la stratégie proposée et recommandé de préciser l'ordre séquentiel de mise en œuvre des mesures envisagées. Elle a recommandé, parallèlement, l'accélération des réformes structurelles (secteurs financiers bancaire et non bancaire, télécommunications, coton, énergie) en vue d'améliorer les performances globales du pays. La Conférence a souligné que l'accélération de la croissance implique le maintien d'un cadre macroéconomique stable, l'amélioration de la gestion des finances publiques et la mise en œuvre de la réforme de l'administration.
11. La Conférence a souligné que le développement de la production céréalière nécessitera une restructuration de l'office du Niger qui permette un équilibre entre exploitations familiales et structures agro-industrielles. Elle a salué la pertinence de « l'Initiative Riz » et a indiqué que son succès passera par une bonne disponibilité des intrants et une commercialisation efficace. Le potentiel d'autres zones agricoles que l'Office du Niger a été reconnu par les participants. Par ailleurs, la Conférence a souligné que le potentiel d'autres secteurs tels que les mines et le tourisme devrait être pleinement exploité.
12. La Conférence a noté avec préoccupation que, malgré les avancées réalisées dans quelques domaines tels que l'accès à l'eau potable, l'éducation de base et la lutte contre le VIH/SIDA, le Mali risque de ne pas atteindre plusieurs des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à l'horizon 2015. La Conférence a noté que la croissance démographique élevée est un handicap pour l'atteinte des OMD. Elle a souligné que la crise alimentaire mondiale constitue un obstacle supplémentaire à l'atteinte des OMD, mais elle offrait, en même temps, une opportunité unique pour le développement de la production céréalière du Mali. Elle a recommandé que les actions du Gouvernement et des partenaires dans les différents secteurs soient harmonisées afin de mieux prendre en compte leur ambition commune de faciliter l'atteinte des OMD au Mali.
13. Les participants ont salué la volonté du gouvernement malien d'accélérer les progrès vers les OMD ainsi que l'Initiative de localisation des OMD dans les 166 communes les plus vulnérables du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA). Ils ont recommandé que les orientations de cette Initiative et ses structures de gestion soient précisées et que sa mise en œuvre soit pleinement coordonnée avec les actions sectorielles des pouvoirs publics et les activités de développement local des partenaires.

14. La Conférence a félicité le Gouvernement pour l'élaboration d'un Schéma directeur statistique (SDS) qui permettra de renforcer le système statistique national et assurer une production pérenne de données statistiques de qualité indispensables au suivi/évaluation du CSCR-OMD. Les partenaires se sont engagés à accompagner pleinement le Gouvernement de la République du Mali dans la mise en œuvre du Schéma directeur statistique. La Conférence a recommandé la mutation institutionnelle de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI) en une structure statistique centrale dotée de l'autonomie financière et scientifique. Pour renforcer davantage le suivi/évaluation des programmes de développement, la Conférence a insisté sur la nécessité de consolider la revue annuelle du CSCR avec les revues sectorielles et le processus budgétaire et a suggéré la préparation d'un calendrier harmonisé des différentes revues (revue CSCR, revues sectorielles, revues de projets et programmes) ainsi que leur inscription dans le cycle budgétaire.
15. Pour couvrir les besoins de financement du CSCR-OMD-PDES, le Gouvernement s'est engagé à renforcer la mobilisation des ressources internes notamment par l'augmentation des recettes fiscales et la recherche des ressources extérieures complémentaires particulièrement à travers les dons et les prêts à des taux préférentiels. Les participants à la Table Ronde ont confirmé leur appui au Mali et réitéré leur engagement à placer leurs actions de coopération dans le cadre des orientations stratégiques et priorités définies par le Gouvernement.
16. La conférence a permis d'enregistrer des annonces de financement sur la période 2008-2011 à hauteur de **2634 milliards de FCFA, soit 5,3 milliards de dollars américains**. Certains partenaires ont fait des annonces pour l'année 2012 qui se chiffrent à **581 milliards de FCFA soit 1,2 milliards de dollars américains**. Au total, sur la période 2008-2012, à date, les annonces s'élèvent à **3215 milliards de FCFA soit 6,4 milliards de dollars américains**. La Conférence a recommandé que la mise en œuvre de ces engagements et du CSCR soit revue conjointement sur une base annuelle dans la commission mixte.
17. Les partenaires ont confirmé leur soutien à la stratégie de croissance accélérée du Gouvernement du Mali et se sont engagés à poursuivre les consultations en vue de mobiliser les ressources nécessaires à sa mise en œuvre ainsi qu'à celle du Plan décennal des OMD. A cet égard, les partenaires suivront avec attention la mise en œuvre du programme de réforme par le Gouvernement.
18. En particulier, la Conférence a recommandé la tenue, dans les meilleurs délais possibles, de consultations, de préférence dans le cadre de la concertation existante, sur les thèmes suivants :
 - le plan de développement agro-sylvo-pastoral 2008-2012 ;
 - la promotion des exportations et l'intégration du Mali dans le commerce mondial ;
 - le Schéma directeur statistique et son plan d'action de mise en œuvre ;
 - l'initiative de localisation des OMD dans les 166 communes du PNSA et son impact sur la sécurité alimentaire.
19. À l'issue de la revue de sa politique nationale de gestion de l'aide, le Gouvernement proposera un cadre pour une concertation régulière avec l'ensemble de ses partenaires. La prochaine conférence de Table Ronde, qui pourrait se tenir en 2012, permettra de valider la pertinence du cadre de concertation mis en place.
20. Les participants ont adressé leurs vifs remerciements au Président de la République, Son Excellence Monsieur Amadou Toumani Touré, au Gouvernement de la République du Mali et au peuple malien pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité dont ils ont bénéficié.

Fait à Bamako, le 13 juin 2008.
LA CONFÉRENCE.